

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Opération camouflage

Le chef de l'État tarde à annoncer l'extension à tous les lycéens d'un SNU rendu obligatoire. Un gadget militariste au coût exorbitant, susceptible de braquer la jeunesse. **P. 7**

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

JÉRÔME PAILLÉ / HANS LUCAS

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Macron veut des jeunes au garde- à-vous

JEUNESSE Gadget aux airs militaristes du président de la République, l'extension à tous les lycéens du service national universel pourrait coûter 2 milliards d'euros par an. Un chiffre considérable par rapport aux sacrifices exigés sur les retraites.

Les hypothèses sont calées. Une préférence est même donnée. Tout est prêt à l'évidence, mais ce n'est vraiment pas le moment de l'officialiser... Il y a un lien qu'Emmanuel Macron et le gouvernement d'Élisabeth Borne redoutent manifestement comme la peste : la jonction pourrait survenir à tout moment entre la contre-réforme des retraites, combattue par le mouvement syndical, mais aussi rejetée par une écrasante majorité de la population, et la possible généralisation du service national



universel (SNU), un dispositif qui, basé jusqu'ici sur le volontariat, risque d'être étendu jusqu'à devenir obligatoire, chaque année, pour les lycéens de seconde dans tout le pays.

C'est l'histoire d'une lubie transformée en serpent de mer. Et, aujourd'hui, en bombe menaçant d'exploser dans les mains de son concepteur. En mars 2017, avant sa première victoire à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron promet d'instaurer un « *service national obligatoire et universel* » permettant que « *chaque jeune Français ait l'occasion d'une expérience, même brève, de la vie militaire* ». Le SNU a été créé en 2019, sous la forme d'un « stage de cohésion » de deux semaines pour les jeunes volontaires entre 15 et 17 ans, avec la possibilité d'exécuter, en plus, une mission d'intérêt général. Mais depuis sa mise en place, le dispositif ne soulève pas un enthousiasme débordant : l'année dernière, 32 000 jeunes ont participé à l'initiative, loin de l'objectif budgétisé de 50 000 participants.

LES GRANDS MOTS DU GOUVERNEMENT, « COHÉSION NATIONALE », « MIXITÉ SOCIALE »

Difficile de démêler derrière les grands mots – « *cohésion nationale* », « *mixité sociale* » et « *engagement* » – la portée et l'utilité réelle d'un tel dispositif pour la jeunesse ou, d'ailleurs, pour la nation. Diffusées lors des déplacements de Sarah El Haïry, la secrétaire d'État (Modem) à la Jeunesse et au SNU, dans les centres d'accueil, toutes les images renvoient à une forme de pantomime militaire. « *À chaque fois, ce qu'on nous met sous les yeux, ce sont des lycéens en rangs serrés et en silence, une jeunesse mise au pas, avec ses casquettes bien droites et ses uniformes*, souligne William Petipas, coanimateur du Forum français de la jeunesse et secrétaire national du Mouvement rural de jeunesse chrétienne. *Je ne vois pas du tout comment ça pourrait être la meilleure manière d'inculquer des valeurs à qui que ce soit.* »

Volontairement ou non, en matière de SNU, de sa gestation à son expérimentation et avant sa généralisation, tous les signaux renvoient au même imaginaire. Le 20 février dernier, à Paris, la ministre a visité des jeunes volontaires enrôlés dans la « cohorte André-Maginot », en mémoire de l'inventeur de la fameuse ligne de défense après

la Première Guerre mondiale. De quoi provoquer des railleries sur les réseaux sociaux ces derniers jours, mais d'après le secrétariat d'État interrogé par *l'Humanité*, « *le gouvernement n'y est pour rien, cela renvoie simplement à une fédération d'anciens combattants qui porte ce nom-là* »...

Plus symptomatique sans doute : lors d'une consultation à Matignon, à l'automne 2022, un conseiller a, d'après un participant à la réunion, fait référence au « *climat actuel de mobilisation et de défense du fait de la guerre en Ukraine* » pour

justifier l'obligation pour les lycéens d'en passer toutes et tous par le SNU. Même dans ses dernières interventions sur le sujet, Emmanuel Macron ne lésine ni sur les symboles martiaux, ni sur les envolées lyriques. « *Je sais pouvoir compter sur les militaires et sur les anciens militaires pour faire face aux défis de renforcer les forces morales de la nation, en particulier de la jeunesse* », avait lancé début novembre le président de la République en annonçant un grand discours imminent, puis repoussé une fois de plus, sur le SNU.

Face aux réticences d'une jeunesse qui, sur des terrains accusateurs pour le pouvoir, comme la lutte contre le réchauffement climatique ou l'égalité entre les femmes et les hommes, n'a peut-être jamais été aussi engagée qu'aujourd'hui, mais aussi face à l'inquiétude, voire à l'opposition catégorique, chez les enseignants (lire ci-après), dans le secteur de l'éducation populaire et même dans l'armée, Emmanuel Macron et son gouvernement s'enferment. À ce stade, selon le secrétariat d'État à la Jeunesse et au SNU, « *rien n'est arbitré et c'est le président de la République qui tranchera* » dans un créneau désormais large, entre fin mars et juin. Et d'ajouter : « *Son nom peut induire en erreur, mais le SNU n'a rien à voir avec le service militaire. L'uniforme, au fond, c'est comme dans un club sportif.* »

« ON N'A PAS VOULU PRENDRE EN COMPTE LE STATUT DU LYCÉEN ENGAGÉ »

Mais selon plusieurs représentants d'organisations qui, reçus ces dernières semaines par Sarah El Haïry, se sont confiés à *l'Humanité*, l'essentiel est ficelé. Révélé lundi par *Politis*, un document officiel, dont nous disposons également, incite à penser que le SNU devrait être rendu obligatoire pour tous les lycéens sur deux semaines confisquées au temps scolaire. Dans cette foire aux questions, mise en ligne momentanément début décembre sur l'un des sites Web du ministère de l'Éducation nationale, le gouvernement décrit un processus conduisant à une « *généralisation totale* » du dispositif. Dans ce scénario, il est envisagé de lancer « *l'expérimentation de l'obligation à la rentrée scolaire 2023-2024 dans six départements qui seront déterminés par décret* », avant un « *élargissement* » ultérieur les années suivantes. Selon les recoupements effectués par le Snes-FSU et rendus publics le week-end dernier, les départements envisagés seraient les Hautes-Alpes, le Cher, la Dordogne, le Finistère, le Var et les Vosges. Le cabinet de Sarah El Haïry botte en touche. « *Pour nous, il n'y a rien de*



nouveau, explique-t-on à l'Humanité. C'est un document de travail qui n'est pas resté en ligne plus de dix minutes. Nous travaillons à des hypothèses, et la généralisation en fait partie, c'est notre job d'être prêts lorsque le président de la République tranchera. »

Pour Claire Guéville, secrétaire nationale du Snés-FSU, le gouvernement cherche une «fenêtre de tir» afin de faire ses annonces sur le SNU, mais désormais, l'obligation pour tous les lycéens sur le temps scolaire «tient la corde», en lieu et place de la simple incitation sur la base du volontariat. «Nous sommes face à un double discours et tout est très mal ficelé, dénonce la dirigeante syndicale. Le SNU multiplie les symboles de soumission à l'ordre établi pour la jeunesse. À nos yeux, c'est très éloigné des valeurs de la République ; le libre arbitre est très important ! Le gouvernement planche sur un scénario de généralisation et d'obligation qui a pour corollaire la coercition. Il serait ainsi obligatoire d'avoir fait le SNU pour s'inscrire aux examens et cela pourrait apporter des bonifications dans Parcoursup. C'est catastrophique en termes de conception de l'enseignement, nous sommes catégoriquement opposés à ce type d'incitation comme à toute forme d'absorption de l'enseignement moral et civique dans le SNU. C'est un casus belli pour nous ! » Secrétaire général de la Voix lycéenne, Ephram Strzalka-Beloeil, lui aussi reçu par le gouvernement à la mi-février, appuie dans le même sens. «On a la certitude que tout est bouclé, confie-t-il à l'Humanité. C'est trop tard pour changer quoi que ce soit, nous laisse-t-on entendre, et on n'a pas voulu prendre en compte nos propositions alternatives comme la prise en compte d'un statut du lycéen engagé, qui, lui, serait valorisé pour le bac ou dans Parcoursup. Pour nous, ce projet ne peut pas passer dans la jeunesse, et c'est pour ça que le gouvernement attend, car il sait qu'il provoquera une

levée en masse. » Pour beaucoup, néanmoins, l'étincelle dans le passage en force en gestation ne réside pas forcément dans l'obligation en tant que telle pour le SNU... mais peut-être plus encore dans la gabegie d'argent public. Le dispositif pourrait, une fois généralisé, coûter jusqu'à 2 milliards d'euros par an. Un chiffre confirmé à l'Humanité par les services du ministère et qui est très éloigné des estimations initiales tournant autour de 1 milliard d'euros... «La somme est considérable et elle pourrait être affectée de vraies priorités pour la jeunesse, ajoute William Petipas. Le gouvernement dépense beaucoup pour la promotion du SNU, il pourrait orienter cet argent vers la promotion des formations pour les animateurs, qui font cruellement défaut, pour revaloriser les indemnités des jeunes en service civique, etc. Surtout, alors que la pauvreté affecte durement les jeunes, mettre enfin en place une extension de l'accès au RSA aux moins de 25 ans. Ce ne serait pas de l'assistanat, mais un véritable outil d'émancipation, ce que le SNU n'est pas du tout, en l'état. »

THOMAS LEMAHIEU

« Nous sommes face à un double discours et tout est très mal ficelé. »

CLAIRE GUÉVILLE, SECRÉTAIRE NATIONALE DU SNÉS-FSU

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Juin 2021, cérémonie d'ouverture du séjour de cohésion du SNU à Coulaures, en Dordogne. R. LONGIERAS/HANSLUCAS/AFP

